

996 millions; ce qui fait un total d'environ 3,646 millions. En outre, le Dominion, en vertu des pouvoirs qui découlent, dit-on, de la loi de l'aide aux chômeurs, s'est porté garant de la récolte de blé de 1931, de la récolte de blé de 1932, de la récolte de blé de 1930, de la Caisse d'épargne de la province du Manitoba, du projet de canal de Beauharnois et de certains intérêts que doit solder le gouvernement de Terre-Neuve. Je n'ai peut-être pas le droit de l'inclure; mais, d'après ce que le premier ministre a dit l'autre jour, nous pouvons prévoir une perte possible de 20 millions de dollars par suite du risque qu'on a couru au sujet de la récolte de blé de 1930. Tout cela fait un total de \$3,714,663,000. En sus, il y a les valeurs de chemins de fer coûtant 1,276 millions, dont nous avons garanti 996 millions, mais dont le reste, 380 millions, n'a pas été, à strictement parler, garanti par l'Etat canadien, mais intéresse des lignes qui pour la plupart appartiennent au réseau du National-Canadien. L'on pourra trouver que ces garanties constituent des obligations, légales ou non. Voilà donc pour les obligations indirectes du Dominion. Je reviens à un autre principe fondamental, posé par le très honorable premier ministre.

Un homme a beau jeu de se montrer exigeant lorsqu'il siège à la gauche de l'Orateur et sent qu'il ne portera pas les responsabilités du pouvoir. Je rappelle au premier ministre qu'en 1928 il a parlé du grand financier Pitt, disant:

...le peuple anglais a toujours maintenu un fonds d'amortissement. Il a suspendu les versements à ce fonds aux époques où c'était nécessaire, mais examinez la gestion des finances anglaises aujourd'hui, et vous verrez que quels que soient les crises, les embarras de la situation, l'énormité du fardeau des impôts, il s'impose le maintien d'un fonds d'amortissement pour éteindre la dette publique.

Et continuant:

Notre pays va-t-il continuer à être menacé par ce mal économique, par cette dette suspendue sur nos têtes? Allons-nous être le seul pays au monde à ne rien épargner pour l'avenir? Allons-nous nous contenter de dépenser au jour le jour notre patrimoine sans rien mettre de côté pour faire face aux jours sombres de l'avenir? C'est injuste pour la postérité, et plus encore pour nous-mêmes; c'est injuste pour les contribuables du pays de percevoir d'eux annuellement des sommes d'argent de plus en plus considérables sans rien mettre de côté pour l'extinction de notre dette nationale. La somme qu'il faudrait consacrer n'est pas considérable. Je puis dire que, si la gauche prenait les rênes du pouvoir, nous n'hésiterions pas un instant à créer un fonds d'amortissement pour le paiement de notre dette nationale.

Depuis qu'on a dit cela, on a ajouté 455 millions à la dette publique de notre pays et non seulement on n'a pas mis un seul dollar

de côté pour rembourser cette dette, mais il y aura un autre déficit de 90 millions de dollars cette année, même si nous balançons les dépenses ordinaires et prélevons tout l'argent que mon honorable ami attend des impôts. Celui qui a déclaré que son parti n'hésiterait pas un seul instant, s'il arrivait au pouvoir, à voir au rachat de la dette nationale semble bien le même qui en 1930 s'engageait à mettre fin au chômage.

M. McINTOSH: Et ne l'a pas fait.

L'hon. M. RALSTON: J'ai rappelé à mon honorable ami plusieurs des déclarations de son honorable leader, mais j'en viens maintenant à ce qui inquiète les gens du pays plus que toute autre chose peut-être. Mon honorable ami le ministre des Finances ne se propose pas et ne tente pas de dépenser moins que son revenu l'an prochain. Je désire placer au compte rendu un bref résumé des œuvres de mon honorable ami et de son prédécesseur au ministère des Finances. Voici ce qu'ont accompli ces hommes qui comptaient dépenser selon leur revenu et boucler leur budget. En 1931-1932, il y avait un déficit pour tous comptes, sauf celui des chemins de fer, de 114 millions de dollars. Je croyais que c'était 119 millions, mais le ministre des Finances a donné l'autre chiffre et j'accepte sa déclaration. Ajoutant à cela le compte des chemins de fer nous avons un déficit de 176 millions pour la première année durant laquelle mon très honorable ami, le premier ministre, était ministre des Finances. En 1932-1933, dont mon honorable ami a fait la revue il y a un jour ou deux, nous trouvons un déficit pour tous comptes, sauf celui des chemins de fer, de \$102,700,000, et au compte des chemins de fer, un déficit de 53 millions, soit un total de 156 millions. L'an prochain, même si nous réussissons à percevoir les nouveaux impôts s'élevant à 70 millions et à balancer les dépenses ordinaires, nous aurons encore une dépense au compte du capital de 7 millions de dollars, des dépenses spéciales et avances de 35 millions, un déficit de chemin de fer d'environ 48 millions, soit un déficit total de 90 millions pour l'an prochain. Cela donnera un déficit total de 422 millions en trois années de pouvoir.

Je désirerais indiquer à mon honorable ami ce qu'il a accompli relativement à la dépense, car il a parlé du poids des folles dépenses du passé qui pèserait encore lourdement sur tous les corps publics. Je désire faire publier dans le *hansard* un état des dépenses depuis 1927, exception faite de celles des chemins de fer. Voici: